

Manifeste citoyen

APPEL SIGNÉ PAR ARMAND AIZENBERG, LUCIEN BONNAFFI, MICHEL BUTEL, ANDRÉ CAZETHEN, ANTOINE COMTE, JEAN-CLAUDE DELARUE, BERTRAND DESSOLIER, MGR JACQUES GAILLOT, FELIX GUATTARI, ANNE-BRIGITTE KERN, VINCENT LABEYRIE, GEORGES LABICA, GUY LACROIX, BERNARD LANGLOIS, SERGE LEWISCH, ALAIN LIPIETZ, GILLES PERRAULT, JACK RAUTTE, CATHERINE REGUTIER-LEFEVRE, GUY RETORE, JACQUES ROBIN, RAOUL SANGEL, PATRICK SILBERSTEIN, BERNARD SOBEL, GILBERT WASSERMAN

Les manières d'ordonner "nouvellement" notre monde que nous sentons surgir sous panache américain, et qui trouvent cependant une résistance importante sur leurs lieux mêmes d'origine, méritent bien de bonnes leçons de morale. "L'information" a poussé à son comble la manipulation des esprits. Une censure par défaut conditionnelles les esprits à coup de stéréotypes. Ce décervelage a pour fins et moyens l'inculture universelle, l'obscurantisme, le mépris des peuples. Ne pouvoir ni vouloir comprendre les porteurs d'autres cultures, que celles dont on prétend imposer la domination, est une enflure du principe colonialiste.

Les sciences, les techniques sont aujourd'hui asservies à un couple pervers : exploitation intensive et mise en friche. Cerveaux, bras, terres, animaux même, en sont les victimes. Les systèmes de fabrication des mentalités tendent à un dressage conforme à l'acceptation de ce couple. Mais toute oppression contient des potentiels de résistance, il s'agit de les reconnaître et de les cultiver...

La question est de dépasser cette situation où des réseaux de pouvoirs bloquent l'épanouissement des capacités de chacun d'être citoyen dans la totalité de sa vie. En effet, dans chaque individu le citoyen politique ignore le citoyen producteur, comme le citoyen usager ou consommateur. Un exemple : le travailleur n'a, sur son lieu de travail, ni possibilité d'être citoyen politique - c'est-à-dire d'être impliqué quant à la finalité et quant à l'impact sur l'environnement de ce qu'il produit - ni possibilité de se comporter en citoyen usager ou consommateur - c'est-à-dire d'être impliqué quant à l'utilité, quant à la qualité, quant à la beauté, etc... de ce qu'il produit. Mais les termes de la démonstration pourraient aussi bien être envisagés du point de vue du citadin, de l'usager, du consommateur... Prise en compte, d'abord, des réalités individuelles - à l'opposé de "l'individualisme" dominant - et implication de chacun, personnellement dans tous les

espaces de la vie, mise en commun ensuite de ces réalités (et à partir d'elles) - et non "collectivisme" dans son sens dégénéré : tel est le sens profond d'une Nouvelle citoyenneté...

Nous semblent fondamentaux :

- **Le droit à la démocratie et à la politique.** La démocratie, pratique collective, doit devenir participative. Il faut revenir à ce principe inscrit dans la Déclaration des droits de 1789 et développer l'autogestion. La politique est devenue un métier et les politiciens une "classe" : la "classe politique". D'art de la prise et de l'exercice du pouvoir par quelques uns, elle doit devenir implication de tous puisque aussi bien "*chaque chose appartient à qui la rend meilleure*" (Bertold Brecht) et qu'il appartient aux citoyens - les premiers - de rendre la société plus juste, plus libre, plus sociale. Ensuite, aussi, aux partis. Droits à la démocratie et à la politique sont droits d'être responsables s'agissant de "*l'intégrité future de l'homme*" (Hans Jonas), notamment s'agissant des choix éthiques et technologiques.

- **Le droit pour chacun à être utile, socialement, et à ce que cette utilité soit reconnue.** Fondé sur ce principe - faire que la permanence d'une vie humaine sur terre soit possible -, il concerne toutes les activités et pas seulement le travail, même celles n'ayant pas (en apparence) valeur marchande. S'impose alors l'idée du partage, comme conquête des temps et des espaces. Doit alors être reconnue, comme utile socialement, la dimension écologique : une utilisation extensive des cerveaux, des bras, des terres fondée sur les rythmes de vie propres à chacun, laissant aux êtres humains le temps d'accéder à un savoir non centré sur une rentabilité présumée, à une "information" non dépendante des taux d'écoute et à une démocratie généralisée non inféodée aux "décideurs".

- **Le droit à l'information et à l'expression.** Ils sont d'abord droit de comprendre et droit d'opinion. Cela passe non par une inflation d'informations redon-

dantes et assénées ou secret (d'Etat, technologique...) et garrot économique contraignant la majorité des citoyens au mutisme, mais par un droit au dialogue public par tous médias, d'implication dans la culture qui, au-delà de la constitution de musées ou de l'obligation scolaire est aussi droit à l'art et à la découverte du monde.

- **Le droit à des services égaux pour tous et à une vie urbaine.** Celle-ci se généralise, le service public doit l'être lui aussi. Ils doivent rester ou devenir non soumis à la loi du marché et à la demande solvable. Le fonctionnaire du service public, l'élu aussi, doivent être serviteurs de l'Etat, compris comme celui de tous, et non de la raison d'Etat. Dans ce cas tombe l'obligation de réserve quand il y a forfaiture et s'impose alors le principe de "désobéissance civile".

- **Le droit à l'identité.** Dans tous les cas et dans toutes les situations, il s'établit dans l'acceptation de l'égalité et dans la conscience des différences. S'il concerne des êtres humains qu'on ne peut traiter en vagabonds "sans feu ni lieu", il va bien au-delà ; minorités opprimées, dominées ou laissées pour compte (femmes, enfants, peuples...).

"*Les droits de l'homme ont frayé leur chemin, lentement, en deux siècles parmi les raisons de l'époque. Quant aux droits du citoyen, ils sont restés en panne*" (Henri Lefebvre). Il faut sortir de cette situation. Les révolutionnaires de 1789 ont inventé cahiers de doléances et Etats généraux. Ce Manifeste se veut une incitation à la réflexion de chacun, à l'invention des idées et à l'action collective. Cela dépend de vous. Nous ne nous instituons ni coordinateurs ni appareil de contrôle d'un mouvement ou d'une révolution. Son invention et sa forme en reviennent aux artistes, aux scientifiques, à tous les citoyens, bref à vous.

Mais l'état de la société permet-il encore, ou déjà, la prise de conscience, l'émergence d'un esprit de résistance, une volonté de libération ? ■